



Domont, le 20 mars 2017

Monsieur François ASSELINEAU
1A 135 904 081 4 Union Populaire Républicaine
Candidat à la Présidentielle 2017
15 rue Erard
75012 PARIS

Objet : Interpellation sur Triangle de Gonesse et le projet EuropaCity

par le Collectif pour le Triangle de Gonesse, le réseau des AMAP IdF, Les Amis de la Terre, Les Amis de la Confédération Paysanne, France Nature Environnement IdF, le Réseau Biocoop, la Confédération des Commerçants de France, Attac, L'Atelier Citoyen, le Mouvement National de Lutte pour l'Environnement.

Monsieur le candidat à l'élection présidentielle,

L'Etat s'apprête à dépenser plus d'un milliard d'euros d'équipements (détournement de la future ligne N° 17 du métro automatique pour une gare en plein champ sur le site, aménagements routiers ...) pour permettre à Immochan, filiale du Groupe Auchan, de réaliser une opération immobilière et commerciale (EuropaCity) dans « le triangle de Gonesse », destructrice sur le plan environnemental et humain, contestable sur le plan de l'économie, de l'emploi, du commerce et contraire aux engagements de la France lors de la COP21. L'Etat partie prenante de l'établissement public d'aménagement « Plaine de France » (fusionné désormais avec Grand Paris Aménagement) a fortement soutenu cette initiative privée.

Les arguments justifiant le projet reposent sur des affirmations sans fondement ni études sérieuses. Les perspectives de création d'emplois sont des plus fantaisistes et ne tiennent pas compte des emplois détruits ailleurs, ni de la très faible proportion de postes « utiles » au territoire (susceptibles d'être occupés par la main d'œuvre locale). Lors du débat public, les affirmations du porteur du projet, minorant systématiquement les impacts écologiques et environnementaux ne sont guère crédibles, le dossier fourni relevant d'un document publicitaire, sans aucune étude sérieuse.

Le Triangle de Gonesse, situé entre les aéroports de Roissy et du Bourget est interdit pour cette raison au logement. Il occupait il y a quelques années une surface de 1 000 hectares de terre. Les dernières espaces agricoles de la banlieue Nord, une pénétrante de l'agriculture dans les franges de la zone agglomérée. Situées dans le « pays de France », des terres d'une fertilité exceptionnelle, patrimoine millénaire qui a donné son nom à la nation. Alors que la région Ile-de-France dans le SDRIF a intégré en 2013 un quatrième défi : l'enjeu alimentaire qui n'est plus assuré qu'à quelques %. Plus de 300 hectares ont déjà été urbanisés, au sud de la commune de Gonesse vers le Bourget (zone des Tulipes) pour des entrepôts de logistique tout camion, très peu créateurs d'emplois (7 /ha), au nord sur la commune de Roissy pour faire des zones d'activités avec vue sur un golf de 90 hectares. Il reste donc moins de 700 hectares sur Roissy et Gonesse. Aujourd'hui 300 hectares sont menacés par l'urbanisation, -avec EuropaCity comme fer de lance.

De l'autre côté de l'A1, l'usine PSA a fermé en 2014, supprimant 13 000 postes directs et induits. Aucun projet d'ensemble n'est connu à ce jour. Des opérations à la découpe sont mises en enquête publique très peu denses en emplois, comme un récent entrepôt de 60 000 m² sur 15 hectares.

EuropaCity est un projet de centre commercial, de loisirs et de culture gigantesque sur 80 hectares : 3,1 milliards d'euros d'investissement, 31 millions de visiteurs/an projetés (Disneyland-Paris 1^{ère} destination touristique européenne en attire moins de la moitié...), 250 000 m² de commerces et restaurants, 150 000 m² dédiés aux loisirs avec piste de ski, 2 700 chambres d'hôtels et 50 000 m² qui seraient consacrés à la culture. Autour d'EuropaCity, 220 hectares seraient destinés à des bureaux et des hôtels, dans un bassin déjà saturé par ce type d'activités.

Un débat public a été organisé sur Europacity par la Commission nationale du débat public (CNDP) de mars à juillet 2016. Près de 80% des cahiers d'acteurs et contributions se sont prononcés « contre ». L'argument de la création de 11 800 emplois, brandi par Auchan et certains élus locaux a été anéanti par toutes les études indépendantes. Il y aurait peu, voire pas d'emplois nouveaux : les emplois créés là seraient détruits ailleurs, dans les centres villes jusqu'à Paris, alors que dans un rayon de 5 km la dizaine de centres commerciaux existants (260 000 m²) peinent déjà à trouver leur clientèle.

Ce projet, avec une majorité de métiers qualifiés et très spécialisés, ne peut absolument pas résoudre les difficultés sociales des villes et de la main d'œuvre locale très peu qualifiée, les nuisances des aéroports ayant fait fuir les classes moyennes et supérieures.

Malgré les réserves exprimées à la publication du rapport de la CNDP, Auchan-Wanda ont annoncé poursuivre le projet coûte que coûte, mais restent peu loquaces sur quelques concessions possibles : architecture revue, possible abandon du parc des neiges, phasage des 250 000 m² de surfaces commerciales... six ans après l'annonce triomphante du projet, ces mesurettees laissent entières beaucoup d'inconnues.

Des voix de plus en plus nombreuses et variées s'élèvent pour dénoncer un projet nuisible sur le plan écologique, économique et humain, contredisant les engagements français à la COP 21. En réponse, le couple Auchan-Wanda s'est contenté de remplacer en décembre, le directeur d'EuropaCity.

Les experts du conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) rattaché au Ministère de l'écologie, ont écrit dans un rapport sur l'aménagement de la zone du Grand Bourget en novembre 2016 : « *Le risque de saturation de l'infrastructure autoroutière A1/A3 est à prendre en compte car 31 millions de visiteurs (objectif annoncé d'EuropaCity) engendrent plus de 15 % d'augmentation des déplacements au niveau local* » (...) « *En 2030 le temps d'accès de Paris à l'aéroport de Roissy CDG risque de passer à 90 minutes alors qu'il est de 55 minutes à l'heure actuelle.* ».

Le développement des centres commerciaux ces dernières décennies a particulièrement pénalisé nos villes avec la disparition des marchés et commerces de proximité. Rien qu'à Gonesse, en 6 ans 24 petits commerces ont fermé leurs portes supprimant 90 emplois. Alors que tout le monde reconnaît que l'urbanisme commercial a défiguré le paysage, l'entrée et le cœur des villes, faut-il confier aux auteurs de ces dégradations la mise en œuvre d'un concept loin de faire l'unanimité ?

L'aberration de ce projet est telle qu'il focalise de plus en plus l'attention des médias, des acteurs sociaux, économiques et environnementaux. Une prise de décision politique s'impose. C'est pourquoi, comme à toutes les candidates et à tous les candidats à l'élection présidentielle, nous vous posons la question :

Si vous êtes élu président de la République, donnerez-vous la priorité aux terres agricoles fertiles ainsi qu'au maintien et à l'évolution de l'agriculture en refusant le projet EuropaCity ainsi que tout projet d'urbanisation du Triangle de Gonesse ?

Votre réponse sera rendue publique par tous les moyens à notre disposition dont le site internet du CPTG (<http://nonaeuropacity.com/>)

Dans cette attente, veuillez Monsieur le candidat, recevoir nos respectueuses salutations.

Pour l'ensemble des organisations

Bernard Loup

Président du CPTG